La loi d'orientation agricole, de retour au Parlement. est-elle l'une des solutions ? Elle accouche d'un processus qui a été très long. Il y avait beaucoup d'ambition, elle va répondre finalement à une problématique assez restreinte. Il manque les leviers pour la performance économique de nos filières, et donc pour le revenu de nos agriculteurs. Il manque également un volet sur les transitions agroécologiques: nous demandons un fonds de 300 millions d'euros par an. Il est colossal, mais indispensable. Car chaque agriculteur qui va se lancer

dans une solution alternative, transformer son mode de production, va

prendre un risque.